

Le Monde
Valéry
Giscard
d'Estaing
1926-2020

En 1981. YOUSUF KARSH/GAMMA-RAPHO

Valéry Giscard d’Estaing, à l’Elysée, à Paris, en 1981.

YOUSUF KARSH/GAMMA-RAPHO

Du triomphe aux malentendus

Après une ascension politique menée à un rythme soutenu, le « président moderne » a laissé place à l’homme marqué par l’échec de 1981, trouvant dans l’Europe un autre rôle à sa mesure

Immortel» depuis le 11 décembre 2003, date de son élection à l’Académie française, Valéry Giscard d’Estaing s’était prémuni de longue date contre l’inéluctable et ultime sortie, finalement survenue mercredi 2 décembre à l’âge de 94 ans ; la seule qu’il savait ne pouvoir entièrement maîtriser. C’est peu dire que la perspective de cet abandon ne convenait guère à cet esprit méthodique et méticuleux, qui avait toujours pris soin de ne rien laisser au hasard. Planifiant ses – nombreuses – réussites, il s’était efforcé de garder la main en toutes circonstances, y compris lorsque le destin et son obscur allié, l’impondérable, osaient contrarier ses analyses.

On se souvient comment « VGE » avait spectaculairement mis en scène son départ de l’Elysée – sa première mort –, le 19 mai 1981 : un long silence de sept secondes avant l’« *Au revoir !* », lui quittant la pièce par la porte du fond, puis la chaise vide, une minute, au son de *La Marseillaise*. « *Je ferai en sorte de me tenir à la disposition de mon pays* », avait-il déclaré ce soir-là, en espérant que « *la Providence veille sur la France* » en son absence.

Un quart de siècle plus tard, alors qu’il était revenu au premier plan de la scène européenne, il conjuguaît l’exercice retrouvé du pouvoir et la hantise de l’oubli. L’ancien président faisait mine de se résigner : « *La postérité ne retiendra rien de moi, nos sociétés sont sans mémoire. Mais je l’accepte sans difficulté* », disait-il dans un documentaire de William Karel intitulé *VGE, le théâtre du pouvoir* (2002). Dans les coulisses, il s’affairait pour arracher au destin une ultime liberté. Celle de dicter sa mémoire.

Le legs giscardien parle pourtant de lui-même. Il suffit pour s’en convaincre de se souvenir de quelques-unes des réformes qui ont jailli d’un début de septennat (1974-1981) mené tambour battant, dans le double objectif de transformer la société française et de construire l’Europe. Mais que vaut un héritage sans mémoire ? Trop brillant pour ne pas douter des capacités de ses contemporains, et toujours aussi soucieux, au soir de sa vie, de se garder de l’imprévu, Giscard surveillait jalousement sa postérité.

Le troisième et dernier tome de ses Mémoires, *Le Pouvoir et la Vie*, a été publié en octobre 2006 par Compagnie 12, la maison d’édition que dirige sa fille, Valérie-Anne. Le troisième et dernier colloque consacré à son septennat s’était tenu au Sénat, quelques mois plus tôt. Assis au premier rang – au côté de son épouse, Anne-Aymone –, VGE écoutait. Puis livrait sa version des faits en rectifiant, au passage, ce qui ne lui convenait pas.

En préambule de ce dernier exercice, il avait (une nouvelle fois) fait preuve de son humour mordant en commentant un sinistre sondage, publié la veille par le quotidien *Libération*. A la question : « *Selon vous, quel a été le meilleur président de la V^e République ?* », 5 % des 952 personnes interrogées par l’Institut CSA avaient cité VGE, arrivé bon dernier. Réplique de

l’intéressé : « *On n’avait pas mis dans la liste Félix Faure ni Emile Loubet... Ce qui m’aurait peut-être permis d’occuper un rang plus honorable !* » Autodérision d’autant plus remarquable que VGE, qui s’est éteint à l’âge de 94 ans, a mis bien longtemps pour comprendre l’échec, et davantage encore avant de l’apprivoiser.

L’évidence de la fortune et de la réussite le berce dès sa naissance, le 2 février 1926 à Coblenz, où son père, Edmond Giscard, est directeur des finances du Haut Commissariat de France en Rhénanie. Valéry hérite d’un patronyme rallongé par décret, en 1922, du nom d’une autre branche de la famille, les d’Estaing. Son ascendance est riche de responsables politiques et de hauts fonctionnaires.

BONNE ÉTOILE

Son enfance n’est pas malheureuse. VGE partage son temps entre le château de Varvasse, à Chanonat, en Auvergne, et Paris. Bachelier à 15 ans, il participe, deux ans plus tard, à la Résistance, puis combat en Allemagne avec la 1^{re} armée française. En 1946, il entre à Polytechnique ; trois ans plus tard, à l’Ecole nationale d’administration.

Croix de guerre, diplômes, mariage (en 1952) avec Anne-Aymone, fille du comte et de la comtesse de Brantes : le jeune adjoint à l’inspection des finances a déjà fait fructifier son héritage lorsqu’il entre en politique. En 1955, le président du Conseil, Edgar Faure, en fait son directeur adjoint de cabinet. L’année suivante, VGE est élu député du Puy-de-Dôme, sous l’étiquette des Indépendants, dans une circonscription que lui abandonne son grand-père, Jacques Bardoux.

En janvier 1959, il est, à 32 ans, le plus jeune ministre du gouvernement de Michel Debré. Secrétaire d’Etat auprès du ministre des finances, Antoine Pinay, il est déjà installé, en réalité, pour son propre compte. Epaulé par son directeur de cabinet, Michel Poniatowski, VGE croit suffisamment en ses mérites et en sa bonne étoile pour ne pas lier son sort à ceux qui lui mettent le pied à l’étrier.

En 1956, à peine élu député, il avait fait faux bond à Edgar Faure, coupable d’avoir cherché à bloquer son investiture. Lorsque Antoine Pinay, en désaccord avec le général de Gaulle, démissionne, en janvier 1960, Giscard reste à son poste. Et c’est son nouveau ministre de tutelle, Wilfrid Baumgartner, qui doit lui céder sa place, deux ans plus tard. Reconduit par Georges Pompidou, qui succède à Michel Debré en avril 1962, Valéry Giscard d’Estaing est, à 36 ans, ministre de

plein exercice, chargé des finances et des affaires économiques.

L’ascension s’est faite à un rythme très soutenu. La rue de Rivoli sera un bon camp de base. VGE n’oublie pas de s’engager : réélu député du Puy-de-Dôme en 1958 (et 1962), il devient, la même année, conseiller général de Rochefort-Montagne. Une seule marche se dérobe sous ses pieds : Clermont-Ferrand, dont il brigue la mairie en 1959, lui préfère un socialiste. Giscard renonce à la capitale régionale mais non à un mandat de maire, qu’il obtiendra en 1967 dans l’une de ses banlieues, Chamalières.

S’étant ainsi assuré d’une solide implantation locale, il manœuvre son embarcation avec une grande habileté. La guerre d’Algérie divise-t-elle sa famille, celle des indépendants ? Il prend le parti de la minorité pour rester aux côtés du Général, et donc du pouvoir. Aux législatives de 1962, il voit dans la création du groupe des Républicains et indépendants, proche mais distinct de l’UNR, un embryon de force politique.

Le ministre est très brillant. Son intelligence hors normes est servie par un talent oratoire qui marque les esprits. En octobre 1964, alors qu’il vient de présenter le projet de loi de finances à l’Assemblée nationale, *Le Monde* salue « *une de ces performances qui entrent de plein droit dans l’anthologie parlementaire* ». « *Nul ne doutait, en l’écoutant, qu’il songeait non seulement à la direction des modérés mais, un jour peut-être, à celle du gouvernement* », précise alors Pierre Vianson-Ponté. Six mois plus tard, l’hebdomadaire *Newsweek* dresse le portrait de ce « *Kennedy gaulois* » qui bouscule les règles de la communication politique. Giscard se montre en pull-over, se fait filmer dans le métro, et même sous la douche, torse nu, après un match de football à Chamalières.

LES « COPAINS ET COQUINS » DE L’UDR

L’oiseau est en capacité de voler de ses propres ailes. C’est Charles de Gaulle qui le pousse du nid, en janvier 1966, en faisant revenir au gouvernement Michel Debré, au poste de ministre des finances. Giscard refuse l’équipement. Il va poursuivre son ascension en solitaire, usant à merveille de cette liberté qui lui a été offerte contre son gré. Le temps est venu de la pure tactique, registre dans lequel il excelle. La règle est simple : il lui faut se distinguer, sans rompre pour autant ; exister, tout en étant solidaire. A intervalle régulier, Giscard abat ses cartes, formules aussi incisives que savamment dosées.

C’est le « *oui, mais...* » au général de Gaulle, le 10 janvier 1967, deux mois avant les législatives. Grand amateur de chasse, Giscard a blessé le « père », montrant qu’il ne visait rien d’autre que la fonction présidentielle. Toute équivoque est levée le 17 août de la même année, lorsque l’ancien ministre des finances stigmatise « *l’exercice solitaire du pouvoir* ». En Mai 68, il déplore « *la manière dont la France est gouvernée* », puis dénonce ce pouvoir « *qui n’a su ni rétablir l’autorité ni remettre la France au travail* ».

Après les banderilles, c’est l’estocade, en avril 1969. Au général de Gaulle, qui a lié

TOUJOURS
AUSSI SOUCIEUX,
AU SOIR DE SA VIE,
DE SE GARDER
DE L’IMPRÉVU,
GISCARD
SURVEILLAIT
JALOUSEMENT
SA POSTÉRITÉ

son sort à celui d’un référendum, il répond « *non* », « *tout compte fait, avec regret mais avec certitude* ». Le « non » l’emporte, exit le Général.

Giscard, qui a apporté son soutien à la candidature victorieuse de Georges Pompidou, retrouve son poste de ministre de l’économie et des finances, où il sera reconduit jusqu’en 1974. La tactique reste la même, avec un partage des rôles adapté : VGE laisse à ses lieutenants – et notamment à Michel Poniatowski – le soin de décocher des flèches contre les « *copains et coquins* » de l’UDR, maître d’œuvre du pouvoir auquel il participe. Et se contente pour sa part de rares déclarations politiques. Dont celle-ci, le 10 octobre 1972, à Charenton : « *Assurée de sa majorité, la France souhaite être gouvernée au centre* ».

Georges Pompidou décède le 2 avril 1974. Le 8, à Chamalières, Valéry Giscard d’Estaing se porte candidat à sa succession : « *Je m’adresse à vous tous de cette mairie de la province d’Auvergne pour vous dire que je suis candidat à la présidence de la République...* » Minutieusement préparée et pensée bien avant l’heure, sa campagne est d’une redoutable efficacité. Dans le droit-fil de l’ancien ministre, qui s’était distingué du gaullisme sans rompre avec lui, le candidat incarne « *le changement dans la continuité* ». Il est à la fois jeune (48 ans) et expérimenté ; moderne mais rassurant.

En témoigne le formidable documentaire tourné alors par Raymond Depardon, 1974, *une partie de campagne*, dont l’ancien président – le jugeant « *irrévérencieux* » – a interdit la diffusion pendant vingt-huit ans. Les images témoignent d’un ostensible détachement, guidé par une tranquille assurance. On ne relève guère qu’un bref moment d’inquiétude, juste avant le débat télévisé qui l’oppose à François Mitterrand, exercice auquel il s’était prêté de mauvaise grâce, mais qui lui valut une nouvelle formule – « *Vous n’avez pas le monopole du cœur* » – qui fit peut-être son élection, obtenue avec 50,81 % des voix.

Au soir du second tour, Raymond Depardon le filme. Il est seul, sur la terrasse du ministère des finances. A 19 h 55, il se décide à allumer la télévision. Alors que les premières estimations sont très serrées, plusieurs responsables politiques font leur possible pour « meubler ». « *Pourquoi ces gens parlent ?*

Ils ne sont pas concernés, ils n’ont rien fait », maugrée Giscard, qui finit par zapper sur une série américaine.

Cette victoire est la sienne. Celle de son projet, la « *société libérale avancée* », incarné par sa personne. Cette conviction est si forte qu’elle porte peut-être déjà en elle les germes de la défaite et du désaveu : VGE, qui veut imprimer sa marque à « son » septennat, ne mesure sans doute pas la nature et l’ampleur des obstacles qui vont, pour la première fois de sa vie, obstruer sa route. L’analyste rigoureux sera pris de court par deux chocs pétroliers. L’apôtre de la « *décrispation* » sera contenu, contredit, puis trahi par une partie de sa propre majorité. L’Élu moderne et décontracté sera moqué pour ses manières de monarque distant, voire méprisant. Le scientifique qui fait le pari de l’intelligence et de la raison sera rattrapé par les passions.

Au printemps 1974, alors qu’il a encore les mains libres, Valéry Giscard d’Estaing dessine autour de lui un paysage conforme à ses vœux. Plusieurs de ses fidèles, dont Michel d’Ornano et Michel Poniatowski, entrent dans un gouvernement qui s’ouvre à des figures progressistes de la société civile, comme Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud, nommée secrétaire d’Etat à la condition féminine. Il revient à cet attelage, qui donne au pouvoir l’image promise de la modernité et de l’ouverture, de transformer la société en suivant l’inspiration du président.

UN TRAIN DE RÉFORMES LIBÉRALES

Rien ne saurait résister au giscardisme triomphant. Tout le reste n’est que contingences, vite expédiées. Puisqu’il faut récompenser ceux des gaullistes qui se sont ralliés avant le scrutin, Jacques Chirac est nommé à Matignon. C’est à ce rival potentiel que revient la charge de reprendre en main – au profit des giscardiens – l’UDR dont le soutien, dès le départ, s’annonce « loyal », mais « conditionnel ». Une tâche subalterne, aux yeux d’un président dont le seul pouvoir de séduction paraît tout emporter sur son passage. Nul besoin, a fortiori, de dissoudre l’Assemblée nationale, où la majorité est pourtant nettement plus conservatrice que libérale.

Giscard, qui voulait prévenir un nouveau Mai 68, impose un train de réformes libérales en ce début de septennat. « Etat de grâce » aidant, elles sont adoptées au pas de charge : majorité à 18 ans, libéralisation de la contraception, réforme du divorce, extension du droit de saisine du Conseil constitutionnel... A l’automne, le projet de loi sur l’interruption volontaire de grossesse (IVG) rencontre de très vives résistances au sein de la majorité. Courageusement défendue par la ministre de la santé, Simone Veil, la réforme est adoptée grâce aux voix de la gauche.

Aux yeux du président, l’Europe est un chantier non moins essentiel. Au côté du chancelier allemand Helmut Schmidt, il multiplie, là encore, les initiatives : mise en place du système monétaire européen, projet d’union



**LA RÈGLE
EST SIMPLE :
IL LUI FAUT
SE DISTINGUER,
SANS ROMPRE
POUR AUTANT ;
EXISTER,
TOUT EN ÉTANT
SOLIDAIRE**

monétaire – qui aboutira à la mise en place de l’euro –, création du Conseil européen, élection du Parlement européen au suffrage universel...

La démission de Jacques Chirac, le 25 août 1976, suivie de la fondation du RPR, en décembre de la même année, marque le tournant du septennat. La logique d’affrontement est entérinée aux législatives de 1978, avec la création de l’Union pour la démocratie française (UDF), qui reprend le titre d’un ouvrage du président publié deux ans plus tôt. L’incessante guérilla que vont mener les héritiers du gaullisme contre le gouvernement de Raymond Barre va considérablement brider les velléités réformatrices du président. L’assise politique du giscardisme vacille au moment même où il doit affronter des vents contraires. La nomination à Matignon du « meilleur économiste de France » – dixit VGE – ne parvient pas à contenir les effets de la crise économique.

En proie à l’inflation et à l’irrésistible ascension du chômage, la France ne voit pas le « bout du tunnel » que lui promet son premier ministre. Ce contexte de

tensions politiques et sociales favorise un virage sécuritaire. Giscard promulgue en février 1981 la loi « sécurité et liberté » concoctée par Alain Peyrefitte. Lui qui, pendant sa campagne, avait déclaré « son aversion profonde pour la peine de mort », refuse de gracier Christian Ranucci, qui est exécuté le 28 juillet 1976.

UNE DOULEUR PERSISTANTE

A la peine dans son domaine de prédilection – l’économie –, en porte-à-faux sur le chantier qu’il avait ouvert – les libertés –, VGE est désormais attaqué sur sa personnalité. Ce qui l’avait rendu invincible devient insupportable. On lui reproche ses manières aristocratiques et distancées, tout en brocardant ses maladroitesses tentatives (accordéon, petit déjeuner à l’Elysée avec des éboueurs, dîners dans la « France profonde ») pour apparaître plus humain.

Voilà qu’avec les affaires – et celle, notamment, des diamants de Bokassa –, on met en doute son intégrité. L’expert en communication oppose longtemps un silence méprisant aux révélations du *Canard enchaîné*.

Sans doute le malentendu est-il profond, car Giscard, en dépit de ce contexte, ne voit pas venir sa défaite. « *Jusqu’au début du mois de février 1981, j’étais convaincu de l’emporter, parce que les sondages le disaient (...). Si bien que la campagne que j’avais imaginée n’était pas adaptée à la situation, et je n’ai pas eu le temps, ni pris l’initiative, de [la] transformer en une compétition contre mon adversaire* », reconnaîtra l’ancien président dans un entretien au *Monde* du 10 mai 2001. « *Disons la vérité, je n’avais jamais envisagé ma défaite* », confirmera-t-il ultérieurement dans ses Mémoires.

Le traumatisme de cet échec, qu’il vécut comme une inexplicable injustice, aurait pu l’anéantir. Dopée par une inextinguible soif de revanche et de reconnaissance, une ténacité hors du commun lui permet de remonter la pente. Déterminé à conjurer la défaite par la reconquête, il se replie en Auvergne, où il retrouve un siège de conseiller général (1982), puis de député (1984), avant d’accéder, en 1986, à la présidence du conseil régional. Parallèlement, il se réinvestit au sein de l’UDF, dont il prend les rênes en 1988, et s’im-

pose, la même année, comme tête de liste aux élections européennes.

Revenu au premier rang de la droite, VGE tient sa revanche sur ceux (ils sont nombreux) qui voulaient si prématurément tourner « sa » page. Il touche au but qu’il s’est fixé : être de nouveau candidat à l’Elysée, vaincre naturellement les prétentions de Jacques Chirac, qu’il tient pour responsable de sa défaite de 1981, et effacer enfin la douleur persistante de ce sinistre 10 mai.

Las ! Les Français lui font encore faux bond. Constatant qu’« *il faut une loupe* » pour apercevoir les intentions de vote en sa faveur, Giscard annonce son renoncement sur TF1, le 7 mars 1995. Contre la majorité de son parti, qui a eu l’ingratitude de se ranger au côté d’Edouard Balladur, il affiche son soutien pour son ancien premier ministre. Ce choix lui permettra de plaider pour l’entrée au gouvernement de certains de ses proches, parmi lesquels Jean-Pierre Raffarin. Sans illusion sur le sens de l’élection de Jacques Chirac, il annonce alors l’achèvement de « *la phase active* » de son action politique. On en est loin.

Si sa nouvelle défaite à Clermont-Ferrand, lors des municipales de juin 1995, met de facto un terme à ses tentatives de conquérir le cœur de nouveaux électeurs, son désir – et son pouvoir – d’influence sont aussi intacts que ses ressources intellectuelles. Il le montre en novembre 1996, à l’Assemblée nationale, lors d’un débat sur la future monnaie européenne, au cours duquel il inflige une leçon au premier ministre, Alain Juppé. Ou encore ce... 10 mai (2000), lorsqu’il informe Jacques Chirac du dépôt de sa proposition de loi sur le quinquennat, dont le principe sera approuvé par référendum quatre mois plus tard.

Mais ni le magistère de la parole ni les manœuvres politiques – fussent-elles rondement menées – ne lui suffisent. Alors que d’autres, à son âge, coulent une retraite paisible, il se sent et se sait utile. Aussi cherche-t-il encore un rôle à sa mesure. Ce ne pouvait être moins que la France. Ce sera l’Europe, pour laquelle il avait tant œuvré durant son septennat.

Le 15 décembre 2001, les chefs d’Etat et de gouvernement des Quinze le portent à la présidence de la Convention sur l’avenir de l’Europe. VGE y déploie tout son talent et son énergie, parvient à concilier des points de vue diamétralement opposés. En juillet 2003, la Convention parvient à un accord sur un projet de Constitution européenne. Giscard, qui a rempli sa mission, ne se voit qu’en « *grand témoin* » de la campagne référendaire française. L’ampleur des malentendus l’incite à reprendre son bâton de pèlerin. Cette dernière campagne – menée quelques mois après une défaite aux régionales en Auvergne qui l’a décidé à siéger au Conseil constitutionnel, dont il est membre de droit – s’achève sur un « non », le 29 mai 2005.

Le désir, décidément, n’est plus là. Pour le ressusciter, il ne reste que le roman, ce refuge de tous les possibles et de l’improbable, comme cette liaison torride avec Lady Diana que Giscard suggère dans *La Princesse et le Président*, publié à l’automne 2009. De part et d’autre de la Manche, l’affaire fait un certain bruit, qui s’estompe lorsque l’auteur reconnaît avoir « *inventé les faits* ». Triste aveu pour celui qui les avait si souvent orchestrés. Sans doute était-il temps de passer la main. En espérant qu’un jour, l’on se souviendra... ■

JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON

« Le monarque » vs « l’agité »

Tout au long de leurs carrières politiques respectives, VGE et Jacques Chirac se sont livré une bataille sans merci

Le venin de leur relation a long-temps empoisonné l’histoire de la droite française et seule la mort a éteint ce duel. Valéry Giscard d’Estaing et Jacques Chirac avaient quitté l’Elysée depuis des lustres qu’ils se combattaient encore, de perfidies pesées en jugements assassins. S’ils ne parvinrent jamais à « *jeter la rancune à la rivière* », cette expression, attribuée à VGE lors d’un déjeuner de réconciliation avec son ancien premier ministre, connut une fortune considérable. A vrai dire, inversement proportionnelle à la réalité.

Entre l’aristocrate souvent arrogant, à l’esprit prodigieusement rapide et cartésien, et le Rastignac jouisseur et charismatique que l’ENA n’avait pas tout à fait réussi à domestiquer, il n’a pas fallu plus de deux ans pour que l’irrémissible se produise. Ce n’était pas seulement affaire de tempérament, de classe sociale ou de rapport au peuple, ni même de divergences entre un orléaniste et un bonapartiste, mais plus simplement la dégradation d’un rapport humain gâché par l’humiliation et le désir de vengeance. En somme, une inexpiable rivalité.

Seuls les commencements furent beaux. Le cadet, envoyé en 1969 par Georges Pompidou au ministère des finances, où règne le polytechnicien, ne cache pas son admiration devant ce brillant ministre, son aîné de sept ans. Giscard apprécie pour sa part son secrétaire d’Etat, qu’il juge « *actif, rapide* » – même s’il se pense infiniment supérieur.

Il aura pourtant besoin de lui, après la mort de Pompidou, pour que s’ouvre la route de l’Elysée. L’« Appel des 43 » parlementaires à une candidature unique de la droite, ourdi par Chirac, réussit à merveille pour la présidentielle de 1974 : Jacques Chaban-Delmas s’effondre et Giscard est élu. Le nouveau président nomme à Matignon celui qui l’a si bien servi.

« Un tel manque de respect »

Ils ne furent pourtant d’accord sur rien, ni sur la politique économique – que le premier ministre ne maîtrisait guère –, ni sur la composition du gouvernement – que le président remaniait à sa guise –, ni sur la conduite de la majorité. Ni même sur les dîners privés ! Chirac fit un récit vachard d’une soirée de Pentecôte 1976 au fort de Brégançon, où Bernadette et Jacques furent conviés en même



SEULS LES
COMMENCEMENTS
FURENT BEAUX. LE CADET,
ENVOYÉ AU MINISTÈRE
DES FINANCES,
NE CACHE PAS
SON ADMIRATION POUR
CE BRILLANT MINISTRE

temps que le moniteur de ski du président et son épouse.

Le premier ministre avait proposé de... dissoudre l’Assemblée nationale et le sujet devait être abordé – naturellement il n’en fut rien. Bernadette et Anne-Aymone sont en robe longue et la femme du moniteur passe son temps à tirer sur sa jupe.

« *Giscard n’a pas un mot pour (...) atténuer la gêne de ses invités, paraissant au contraire s’en délecter. Je rentre à Paris choqué d’un tel manque de respect* », écrit Jacques Chirac dans ses Mémoires, *Chaque pas doit être un but* (Nil, 2009).

Le branle-bas de combat du printemps 1974

Aucun président n’a autant réformé au début de son mandat, parfois même en allant à l’encontre des convictions de son électorat

Vous serez surpris par l’ampleur et la rapidité du changement », avait assuré Valéry Giscard d’Estaing pendant sa campagne présidentielle de 1974. Promesse largement tenue. A l’exception de François Mitterrand, porté en 1981 par le souffle de la première alternance de la V^e République, aucun président n’a, à ce jour, tant agi en si peu de temps. Sept mois après l’élection de « VGE », trois réformes majeures ont déjà été adoptées par le Parlement. Par ordre chronologique : l’abaissement à 18 ans de l’âge de la majorité ; l’extension de la saisine du Conseil constitutionnel à soixante députés ou sénateurs ; enfin – mais non la moindre –, la légalisation de l’avortement, définitivement adoptée le 20 décembre 1974, peu après la promulgation d’un autre texte donnant un libre accès à la contraception, et son remboursement par la Sécurité sociale.

L’éclatement de l’ORTF, voté à l’été, est effectif à la fin de l’année. Un secrétariat d’Etat à la condition féminine a été créé, et confié à la journaliste Françoise Giroud. D’autres chantiers sont ouverts, qui aboutiront l’année suivante : collège unique, reconnaissance du divorce par consentement mutuel, loi d’orientation en faveur des handicapés.

Pour mesurer la tâche qui a été accomplie en ce début de septennat, il faut, en outre, prendre en compte le fait que plusieurs de ces réformes – en particulier l’IVG – heurtaient les convictions d’une bonne partie de l’électorat de droite, et

suscitaient, par voie de conséquence, de vives réticences au sein de la majorité à l’Assemblée nationale ; une Assemblée que Valéry Giscard d’Estaing s’était refusé à dissoudre au lendemain de son élection. D’autres textes, comme l’élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel, qui renforça les droits de l’opposition, ou l’abaissement de l’âge de la majorité, qui donna un poids électoral à une jeunesse qui lui était plutôt hostile, n’étaient pas dans le strict intérêt politique du président élu.

Les mains libres

Ce branle-le bas de combat du printemps 1974, l’ampleur du mouvement qui s’ensuivit, sont la rencontre d’un homme et d’une époque. Il est (très) jeune, 48 ans. Brillant, compétent, il a été élu sur son style, résolument moderne. Le temps, lui, est au changement. Mai 68 est encore dans tous les esprits. Six ans après cette explosion, il reste du chemin à faire pour adapter la France aux évolutions de sa société, en la libérant du carcan gaulliste dans lequel elle est encore engoncée.

S’il n’a été élu, au second tour, qu’avec un peu plus de 400 000 voix d’avance (sur plus de 26 millions de suffrages exprimés), VGE se sent les mains libres. Sûr de sa bonne étoile, fort d’un « état de grâce » qui lui semble si naturel, le président entend réformer et moderniser le pays sans attendre, et sans s’attarder en particulier sur les états d’âme de la frange la plus conservatrice de sa majorité.

La jeunesse, d’abord. Le 24 juillet 1968, lors d’une intervention à l’Assemblée nationale, le député du Puy-de-Dôme avait dressé ce constat : « *La société française actuelle n’est pas accueillante à la jeunesse* (...). *L’action gouvernementale et nationale doit tendre à ce qu’à l’avenir la jeunesse française se sente participante à la société française*. » Elu président, Giscard enclenche aussitôt la réforme qui va permettre aux jeunes de devenir citoyens dès 18 ans, contre 21 ans précédemment. La loi est promulguée le 5 juillet.

Les femmes, ensuite... et surtout. Elu en 1974 grâce au vote des femmes, Giscard leur témoigne sa reconnaissance. Elles sont cinq dans le premier gouvernement de Jacques Chirac, parmi lesquelles Françoise Giroud, secrétaire d’Etat auprès du premier ministre, chargée de la condition féminine. C’est elle qui présentera un programme de 100 mesures au conseil des ministres du 16 juillet 1976. Cette politique visant à corriger les inéga-

IL EST UN TERRAIN
SUR LEQUEL VGE
NE S’EST PAS
AVENTURÉ :
L’ABOLITION DE
LA PEINE DE MORT

Premier ministre de Valéry Giscard d’Estaing, Jacques Chirac est en déplacement dans le Nord, en avril 1975.

GILBERT UZAN/GAMMA-RAPHO

Le 25 août 1976, le premier ministre convoque la presse à Matignon et confirme avec fracas une démission entrée au panthéon de la politique : « *Je ne dispose pas des moyens que j’estime aujourd’hui nécessaires pour assumer efficacement mes fonctions de premier ministre et, dans ces conditions, j’ai décidé d’y mettre fin*. » Entre « *le monarque* » et « *l’agité* », le combat ne fait que commencer.

Stratégie imparable

Quand VGE se met en tête de propulser Michel d’Ornano à la Mairie de Paris, candidature annoncée sur le perron de l’Elysée, Jacques Chirac met tout son soin à conquérir la place enviée de premier maire élu de Paris. Quand Chirac crée en 1976 une machine de guerre, le RPR, sur les restes du parti gaulliste, Giscard songe depuis des années à fonder cette UDF qui rassemblera, en 1978, la droite d’inspiration démocrate-chrétienne, libérale, et surtout européenne. Ah ! l’Europe, quel gouffre entre eux ! Giscard la chérit par conviction, Chirac s’en fera une raison. A l’avant-veille des premières élections européennes, l’ancien premier ministre publie un brûlot antieuropéen et antigiscardien, l’« Appel de Cochin » – une faute politique.

Puis c’est une bataille sans merci qui s’engage pour l’élection présidentielle de 1981. Le soutien du bout des lèvres de Chirac au second tour associé à quelques manœuvres – le RPR recommandait aux électeurs indécis de voter Mitterrand – favorisera la défaite annoncée de VGE. Dans le troisième tome de ses Mémoires, *Le Pouvoir et la Vie* (Cie 12, 2006), ce dernier raconte qu’il interrogea François Mitterrand, mourant, à propos de ce fameux dîner qui scella son alliance avec Chirac : « Je ne me souviens pas des paroles exactes, mais le sens était très clair, “il faut nous débarrasser de Giscard !” (...) J’ai compris qu’il était absolument décidé à vous faire battre. »

Désormais écarté du pouvoir, dont l’absence lui a laissé « *la morsure d’une inguérissable nostalgie* », « l’Ex » conserve une singulière capacité à contrarier

les desseins de son meilleur ennemi. « *Le quinquennat serait une erreur et je ne l’approuverai pas* », décrète le chef de l’Etat le 14-Juillet 1999. Le 14-Juillet suivant, Jacques Chirac annonce à ses concitoyens un référendum sur le quinquennat dont tout montre qu’il y a été contraint : « *Vous imaginez bien*, dit-il à ses intervieweurs, *que je ne vais pas aller, comment dirais-je, battre les estrades* », mais il souhaite que les Français « *répondent favorablement* » à la consultation.

La stratégie de Giscard, en trois temps, a été imparable : publier un texte très charpenté pour soutenir l’idée d’une modernisation du régime ; obtenir l’appui de la gauche et surtout du premier ministre de cohabitation, Lionel Jospin ; et enfin confier l’initiative de la réforme au Parlement, obligatoirement conclue par un vote populaire. Les mêmes acteurs, Giscard et Jospin, imposeront dès le lendemain de ce référendum à l’abstention record (près de 70 %) l’inversion du calendrier électoral, plaçant la présidentielle avant les législatives. Jacques Chirac dénonça « *une combinaison* » – dont il profita. Lors de la campagne pour le référendum suivant, en 2005, sur la Constitution européenne, écrite par Giscard, l’ancien président cingle : « *Chirac ? Il n’est pas crédible*. » Près de 55 % des Français votent non.

Mais c’est sans doute sur le chapitre des affaires que Valéry Giscard d’Estaing se montrera le plus féroce, animé d’une rancune tenace depuis que, sur ses affiches électorales de 1981, des diamants avaient été collés à la place des yeux. En 2000, il prédit que « [Chirac] *finira comme Kohl* », l’ex-chancelier allemand rattrapé par la justice. Et, à l’occasion de la mort d’Omar Bongo en 2009, il affirme sur Europe 1 que l’ancien président gabonais a financé la campagne présidentielle de Chirac en 1981. Une vindicte transmise de père en fils : seul contre tous, Louis Giscard d’Estaing refusa en 2010 de voter avec l’UMP la signature d’un chèque de 1,7 million d’euros à la Mairie de Paris pour rembourser les emplois fictifs.

Autant d’amabilités qui auront rendu pittoresque la cohabitation des deux anciens présidents au Conseil constitutionnel, jusqu’au départ de Jacques Chirac, en 2011, en raison de son procès et de la maladie. ■

BÉATRICE GURREY

du 4 décembre 1974, qui vient compléter la loi Neuwirth de 1967 en autorisant le libre accès à la contraception, ainsi que la reconnaissance du divorce par consentement mutuel, dans un texte promulgué le 11 juillet 1975.

Il est un terrain sur lequel VGE ne s’est pas aventuré : l’abolition de la peine de mort. Durant sa campagne présidentielle de 1974, il avait assuré « *ressentir comme chacun une aversion profonde pour la peine de mort* ». Elu président, il ne fit rien pour la supprimer. Au cours de son mandat, il accorde sa grâce à quatre condamnés, mais la refuse à trois autres, qui sont guillotins. Le garde des sceaux, Alain Peyrefitte, avait inscrit son abolition dans son projet de loi « Sécurité et liberté », présenté au printemps 1980. Mais l’article fut retiré avant le début de l’examen du texte au Parlement. Sans doute le soutien de la majorité n’était-il pas acquis. Mais la conviction du président n’était pas faite non plus.

Dans un entretien diffusé trente ans plus tard, en octobre 2010, sur France 2, Giscard indiquera qu’il ne regrettait pas d’avoir refusé sa grâce à Christian Ranucci, guillotiné à l’âge de 22 ans en 1976 pour l’assassinat d’une fillette, un crime qu’il niait. Interrogé alors pour savoir s’il aurait pu, comme François Mitterrand, abolir la peine de mort durant un éventuel second mandat, VGE avait répondu qu’il n’aurait « *probablement* » pas pris cette décision. ■

JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON

Valéry, César, Rosalie et les autres

Ces années-là, les « Bronzés » partent au ski, la « socio » est tendance et, à l'Élysée, un président d'un nouveau genre cherche à charmer la jeunesse et les femmes

Ce sont les dernières années d'insouciance, mais les Français ne le savent pas encore. Sur les images, un peu avant son élection, Giscard porte un col roulé et des pantalons de velours pattes d'ef et se fait photographier en fuseau à Courchevel. Bientôt, la France se pliera en quatre de rire devant *Les bronzés font du ski*. Même s'il a terminé son mandat caricaturé en Louis XV, avec un taux de chômage doublé en sept ans, ce président-là est d'abord celui des *seventies*, années bénies où tout semble encore possible.

Les intellectuels du moment s'appellent Roland Barthes, Jacques Derrida, Michel Foucault, Gilles Deleuze ou Jacques Lacan. Ils ont une influence jusque dans les universités américaines, où l'on n'a jamais vu autant de Français tenir le haut du pavé. A Paris, le couple Sartre-Beauvoir reçoit chaque semaine des journalistes du monde entier qui viennent là comme en pèlerinage. Evidemment, ces « intellos », comme on dit désormais, sont presque tous de gauche, hormis Raymond Aron et Jean-François Revel. Même lorsque *L'Archipel du goulag*, d'Alexandre Soljenitsyne, publié entre 1974 et 1976, provoque un choc immense avec sa description implacable des camps soviétiques, les « nouveaux philosophes », qui viennent à l'invitation de Bernard Pivot sur le plateau d'« Apostrophes » dénoncer la barbarie totalitaire, se réclament de la gauche.

Le nouveau président quadragénaire cherche tout de même à les séduire, comme il tente de charmer la jeunesse, les femmes, les progressistes, bien conscient que son élection est aussi le produit de ce Mai 68 qui continue de faire souffler sur la société son vent frais de modernité. Dans les universités françaises, la « socio » est tendance et l'on y étudie *La Société du spectacle*, de Guy Debord. Les jeunes gens de la bourgeoisie qui veulent gagner de l'argent sans ressembler à leurs parents s'engouffrent dans les agences de publicité, fournissant sa matière première à Gérard Lauzier, le meilleur dessinateur des années Giscard.

« Nouvelle cuisine »

Les Français savent-ils vraiment qu'à l'Élysée le président lui-même reçoit des experts de tout poil qui se piquent d'analyser les mutations françaises ? Pour sa campagne victorieuse, en 1974, une équipe de communicants a bouleversé son image. Il s'en est fallu d'un peu plus de 400 000 voix pour battre François Mitterrand, mais, désormais, les « saltimbanques » qui ont « relooké » l'ancien ministre des finances ont leurs entrées à l'Élysée.

Le cerveau giscardien a été façonné par Polytechnique, mais il se sent une âme plus sophistiquée, s'intéresse aux tendances en vogue, et notamment à la psychanalyse. La rumeur assure qu'il en suit une lui-même ? Il laisse courir le bruit. Après sa démission de Matignon, en 1976, Giscard clamera partout que c'est bien la preuve que le président est « tordu ». Mais, au sein du gouvernement, la journaliste Françoise Giroud, qui a accepté le secrétariat aux droits des femmes puis celui de la culture, assure que son analyse avec Lacan lui a « sauvé la vie ».

L'individu triomphe partout. Mai 68 a eu raison du « père de Gaulle », mais maintenant c'est dans les familles que les jeunes veulent renverser la figure paternelle. Ils écoutent du rock, portent les cheveux longs. Parfois, ils prennent les chemins de Katmandou ou choisissent de vivre en communauté. On admet que chacun revendique sa liberté. Les femmes, surtout, sont sorties des cuisines où elles se sentaient reléguées. Leurs rapports avec les hommes sont en plein bouleversement.

Sur les écrans, Claude Sautet met en scène Rosalie, belle comme Romy Schneider, qui hésite entre César et David et

Alors président de la République, VGE déjeune dans une maison de retraite de Vitry (Val-de-Marne), le 1^{er} janvier 1975. KEYSTONE-FRANCE



A l'Élysée, le 24 décembre 1974, Valéry Giscard d'Estaing, avec M. Fafana, l'un des éboueurs qui assuraient le ramassage avenue de Marigny, à Paris. AFP

fini par les quitter tous les deux. Giscard, lui, a instauré le divorce par consentement mutuel, chargé Simone Veil de porter la réforme autorisant l'avortement et imposé le remboursement de la pilule contraceptive par la Sécurité sociale. Le 31 décembre 1975, il présente ses premiers vœux présidentiels aux côtés de son épouse, Anne-Aymone, lui donnant soudain un rôle officiel qui a terrifié la malheureuse. La scène lui a valu d'être moqué par les chansonniers du « Petit Rapporteur », de Jacques Martin, qui, depuis janvier 1975, tous les dimanches à l'heure du déjeuner, amuse les Français sur la première chaîne de télévision publique dont le président a fait exploser le vieux carcan de l'ORTF.

Giscard voudrait tellement être de son époque ! A l'Élysée, il a réclamé qu'on serve des mets plus légers, dans la lignée de cette « nouvelle cuisine » portée aux nues par le duo de critiques médiatiques Gault et Millau. La France prétend encore être à l'avant-garde de la modernité. Même lorsque le premier, puis le deuxième choc pétrolier viennent menacer sa bonne santé économique, elle proclame avec orgueil que, si elle « n'a pas de pétrole, elle a des idées ». En 1974, l'élection présidentielle a compté dans ses rangs René Dumont, premier candidat écologiste, mais le pays s'enorgueillit de ses centrales nucléaires. La fierté et l'arrogance sont des caractéristiques nationales. Les Français n'ont pas encore plongé

dans ce pessimisme et cette haine de soi qui mineront leurs années 2000.

La crise économique pointe partout, cependant, mais l'Europe a encore le vent en poupe. Le soir, les journaux télévisés soulignent la bonne entente du chef de l'Etat et de son « ami » le chancelier allemand Helmut Schmidt. En 1979, superbe victoire sur les déchirements de la seconde guerre mondiale, Simone Veil, ancienne déportée des camps nazis, est devenue la première présidente du Parlement européen. Jean-Marie Le Pen a bien lancé, en 1972, le Front national, mais jamais son parti n'a dépassé les 3 % ou 4 %. L'immigration et le regroupement familial ne sont pas discutés. Sur les scènes de music-hall, le beauf raciste campé par Coluche fait un tabac...

Même lorsque la politique giscardienne énerve les ouvriers ou les agriculteurs, le pays reste encore plein d'espoir. On peut bien contester ce président qui, peu à peu, s'est coupé des réalités en s'enfermant à l'Élysée, l'alternance est une possibilité réconfortante. On est de droite ou de gauche et personne n'oserait dire que les deux camps peuvent dresser entre eux des passerelles. Le 19 avril 1980, 50 000 personnes ont accompagné jusqu'au cimetière du Montparnasse le cercueil de Jean-Paul Sartre. Un an plus tard, le 10 mai 1981, Giscard est battu par un Mitterrand de dix ans son aîné. Il ne se remettra jamais tout à fait d'avoir cessé, ce jour-là, de coller à la modernité. ■

RAPHAËLLE BACQUÉ



Aimable, André Verchuren, Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre de l'économie, et Yvette Horner, au Festival de Montmorency (Val-d'Oise), le 25 juin 1973. KEYSTONE-FRANCE

Avril 1974.
Avec Anne-
Aymone
Giscard
d’Estaing,
au premier
plan.
DAVID BURNETT/
CONTACT PRESS
IMAGES



« Un photographe avec le candidat, c’était nouveau à l’époque »

David Burnett, reporter photographe à l’agence Gamma, a suivi toute la campagne présidentielle de Valéry Giscard d’Estaing en 1974



En avril.



En mai.



David Burnett, né à Salt Lake City, dans l’Utah, en 1946, est le dernier photjournaliste sous contrat avec le prestigieux magazine *Life* pour lequel il couvre la guerre du Vietnam de 1970 à 1972. Il suit notamment le coup d’Etat au Chili en 1973, la famine en Ethiopie en 1984 et la chute du mur de Berlin en 1989. Cofondateur de l’agence Contact Press Images avec Robert Pledge, en 1976, il a reçu de nombreux prix parmi lesquels la médaille d’or Robert Capa, en 1973. Depuis son grand prix en 1979, il a été régulièrement distingué par le World Press Photo d’Amsterdam.

« Je couvrais régulièrement la vie politique américaine quand je suis arrivé en France juste après la mort du président Pompidou. Je travaillais avec l’équipe de Gamma

qui suivait “de l’intérieur” la campagne de VGE. Qu’un photographe puisse voyager avec le candidat était une chose tout à fait nouvelle à l’époque, mais c’est comme ça que nous avons pu fixer des moments inédits et qui, sinon, seraient passés inaperçus. Aujourd’hui, photographes, vidéastes, cameramen sont partout. En 1974, c’était novateur. J’ai regretté de ne pas shooter plus, mais dans l’ensemble ça s’est très bien passé. Je me souviens encore de l’ambiance des meetings de la campagne et même de certains discours. Je suis resté en France plusieurs semaines après l’élection et je suis allé en Normandie pour mon tout premier reportage sur la commémoration du Débarquement. J’ai couvert bien d’autres de ces anniversaires depuis ! » (David Burnett, 2015)

L’Européen convaincu

Durant son mandat de président comme après, il milite inlassablement pour une Europe unie

Lorsque Valéry Giscard d’Estaing accède à la présidence de la République, en 1974, les partisans de l’intégration européenne, à commencer par Jean Monnet, son inspirateur, se réjouissent de voir l’un des leurs à la tête de l’Etat. Pour eux, la page du gaullisme, c’est-à-dire celle d’un certain nationalisme anti-européen, est enfin tournée : l’homme qui succède à Georges Pompidou affiche en effet de solides convictions proeuropéennes. Il a adhéré au Comité d’action pour les Etats-Unis d’Europe, fondé et animé par Jean Monnet, pour soutenir la candidature britannique.

Depuis son départ du gouvernement en 1966, il a resserré ses liens avec le « père de l’Europe », qui le félicitera, en 1977, à l’occasion du vingtième anniversaire des traités de Rome, d’avoir « compris l’essentiel ». « Oui, lui dira-t-il, selon le témoignage de l’ancien président de la République dans son livre *Le Pouvoir et la Vie, j’ai vu que vous aviez compris que la France était désormais trop petite pour pouvoir résoudre seule ses problèmes.* » Dans ses Mémoires, Jean Monnet écrit : « Son esprit était ouvert au changement et, dans cette perspective, l’Europe lui paraissait une étape naturelle. »

Valéry Giscard d’Estaing appartient, dès son entrée en politique, à la famille des indépendants, qui se distingue de la famille gaulliste à la fois par son libéralisme et par son soutien à la construction européenne. S’il se sépare d’une partie de ses amis en apportant son appui au général de Gaulle, il entend constituer l’aile centriste et européenne de la nouvelle majorité. Il expliquera plus tard que le général de Gaulle et Jean Monnet sont les deux personnalités qui ont produit sur lui la plus forte impression. Il tente donc de concilier sa fidélité au « père de l’Europe » et son dévouement au fondateur de la V^e République.

En 1962, il refuse de suivre les ministres démocrates-chrétiens qui se démettent de leurs fonctions pour protester contre des propos critiques du chef de l’Etat à l’égard du projet européen. En 1969, il soutient le gaulliste Georges Pompidou, plutôt que le démocrate-chrétien et militant européen Alain Poher, à l’élection présidentielle qui suit l’échec du référendum.

En 1974, Valéry Giscard d’Estaing s’engage avec détermination en faveur de la construction européenne. Il reçoit symboliquement, contre le candidat gaulliste, Jacques Chaban-Delmas, le renfort des dé-

mocrates-chrétiens et en particulier celui de Jean Lecanuet, qui s’était opposé au général de Gaulle en 1965 au nom du combat pour l’Europe. Désormais il va faire de l’Europe unie l’un des thèmes majeurs de son action, d’abord, pendant les sept années de sa présidence puis, après son échec de 1981, pendant le reste de sa vie politique.

Sa complicité avec le chancelier allemand Helmut Schmidt, parvenu au pouvoir en même temps que lui et acquis, comme lui, à la cause de l’Europe unie, va lui permettre de rendre au couple franco-allemand un rôle moteur dans le renforcement de la communauté européenne, après la période de mésentente entre le président Georges Pompidou et le chancelier Willy Brandt, qui avait eu pour conséquence, de 1969 à 1974, un certain relâchement des liens entre les deux pays. « Ensemble ils pouvaient recréer l’action franco-allemande qui entraînait celle des autres », souligne Jean Monnet dans ses Mémoires.

Autorité et habileté

La crise économique des années 1970 a rendu plus difficile la relance à laquelle aspiraient les nouveaux dirigeants des deux pays. Le projet d’une union économique et monétaire, soutenu par Paris et par Berlin, s’est révélé prématuré. En 1978, toutefois, Valéry Giscard d’Estaing et Helmut Schmidt proposent la mise en place d’un système monétaire européen, auquel adhèrent leurs partenaires, à l’exception de la Grande-Bretagne. Ce dispositif limite les fluctuations des monnaies et crée un fonds, constitué d’une partie des réserves monétaires des banques centrales, pour réguler les opérations. Recevant en 2001, avec Helmut Schmidt, la médaille d’or de la Fondation Jean-Monnet, l’ancien président de la République explique : « Nous avons défini ensemble l’objectif : *la stabilité des taux de change entre les monnaies de la Communauté européenne, et mis en place le système institutionnel, consistant dans l’introduction d’une valeur de référence, l’Ecu, appelé à devenir l’euro, et d’une structure de gestion, prévue dès la deuxième étape, qui constituait l’embryon de la Banque centrale européenne.* »

Le plus difficile, selon lui, était de faire accepter par les milieux économiques et financiers allemands la disparition du Deutsche Mark. « Il a fallu toute l’autorité intellectuelle et le courage politique de Helmut Schmidt pour affronter cette tempête et inverser la tendance », souligne-t-il.



Avec le chancelier allemand Helmut Schmidt, à Maastricht, aux Pays-Bas, le 23 mars 1981. ALAIN MINGAM/GAMMA

En 1986, le projet d’union monétaire étant « tombé en léthargie », les deux hommes fondent, selon une méthode empruntée à Jean Monnet, un comité pour l’union monétaire de l’Europe, dont les propositions seront en partie reprises par Jacques Delors, président de la Commission européenne. « Les travaux de ce comité ont préfacé la négociation du traité de Maastricht, qui a fondé juridiquement l’union monétaire », conclut l’ancien président de la République.

Les deux autres initiatives européennes porteuses d’avenir prises par Giscard d’Estaing au cours de son septennat concernent les institutions communautaires. L’une est la création d’un sommet européen des chefs d’Etat ou de gouvernement, qui se réunira au moins deux fois par an pour définir les grandes orientations de l’Union. Ce rendez-vous régulier, proposé par le président français et accepté par ses partenaires, sera institutionnalisé sous le nom de Conseil européen. Il deviendra, aux côtés de la Commission, le principal organe d’impulsion de l’Union.

L’autre grande nouveauté due à Valéry Giscard d’Estaing est l’élection du Parle-

ment européen au suffrage universel direct, qui a lieu pour la première fois en 1979. Auparavant, les eurodéputés étaient les délégués des Parlements nationaux. Leur élection directe, qui faisait partie des objectifs du traité de Rome, doit contribuer, pour Valéry Giscard d’Estaing et pour ceux qui appuient sa proposition, à la démocratisation des institutions européennes.

Après sa défaite de 1981, l’ancien chef de l’Etat continue de militer pour l’Europe

EN 2001, SA FIDÉLITÉ À L’IDÉE EUROPÉENNE EST RÉCOMPENSÉE : IL EST PORTÉ À LA PRÉSIDENTIE DE LA CONVENTION CHARGÉE D’ÉLABORER UNE CONSTITUTION

unie. Il siège au Parlement européen de 1989 à 1993, d’abord au groupe libéral, dont il assure la présidence, puis au groupe démocrate-chrétien. Il assure également, de 1989 à 1997, la présidence du Mouvement européen. Il plaide inlassablement pour une « accélération » de l’union européenne et souhaite que le Parlement européen donne l’impulsion politique qui permettra, au lendemain de la chute du mur de Berlin, de « faire avancer la Communauté plus vite que l’histoire ». Il appelle à une réforme des institutions européennes et se prononce pour un fédéralisme « décentralisé » de préférence à un fédéralisme « centralisateur ».

En 2001, sa fidélité à l’idée européenne est récompensée : il est porté par les Quinze à la présidence de la Convention chargée d’élaborer une Constitution européenne. Il va animer pendant dix-huit mois cette assemblée composée de représentants des gouvernements, des Parlements nationaux, du Parlement européen et de la Commission. Son autorité et son habileté sont reconnues par la plupart des conventionnels, qui rendent hommage à la façon dont il parvient à dégager un consensus sur un texte de compromis laborieusement mis au point. Cela ne suffira pas puisque la Constitution, amendée par les chefs d’Etat et de gouvernement, sera ensuite rejetée par les électeurs français et néerlandais. Amère défaite pour celui qui s’était imaginé en refondateur de l’Europe unie.

Pour obtenir la ratification de la Constitution, écrira-t-il, « il eût été nécessaire de l’inscrire dans une perspective plus large, celle d’un véritable projet européen ». Ce projet, associé à un « désir d’Europe », l’ancien président de la République n’a cessé de le défendre. On lui a parfois reproché de préférer une Europe « intergouvernementale » à une Europe « communautaire ». Il est vrai qu’il s’est toujours montré soucieux de respecter les droits des Etats face aux institutions supranationales. Au cours des travaux de la Convention, il s’est souvent opposé aux propositions de la Commission, alors présidée par Romano Prodi. Il a cherché en particulier à tenir compte des réserves britanniques à l’égard d’une Europe oublieuse des nations. Cette volonté d’équilibre caractérise sa conception de la construction européenne. Elle ne diminue ni la ferveur ni la constance de son engagement. ■

THOMAS FERENCZI

Helmut Schmidt, en 2005 : « Giscard a compris ce qu’était l’idée européenne »

Des amis de quarante ans : l’ancien chancelier allemand, Helmut Schmidt, mort en 2015, et « VGE » ont établi une relation de confiance

L’amitié qui nous lie, Valéry Giscard d’Estaing et moi-même, dure aujourd’hui depuis quatre décennies. Cette amitié singulière est caractérisée par une confiance sans retenue, la fiabilité et la similitude de la réflexion. A ce jour, cela fait même trente années supplémentaires qu’elle survit à notre sortie de la vie politique active. A ma connaissance, jamais encore on n’avait établi un rapport de confiance aussi étroit entre un président de la République française et un chancelier allemand. C’est en 1972 que nous avons fait connaissance, lorsqu’on m’a confié le portefeuille de l’économie et des finances et que nous sommes ainsi devenus homologues.

Né en 1926 à Coblenz, fils d’un officier des troupes d’occupation, puis élevé dans une famille de la grande bourgeoisie, Giscard d’Estaing devient soldat juste avant la fin de la guerre. Après avoir brillamment suivi l’une des toutes premières promotions de l’Ecole nationale d’administration (ENA) fondée en 1945, il commence en 1952 sa carrière à l’Inspection générale des finances. Dès 1959, il est nommé secrétaire d’Etat, puis occupe une première fois le portefeuille des finances sous de Gaulle, en 1962. Il est à l’époque le plus jeune des ministres. Giscard d’Estaing reste dans ces fonctions, pour une première période, jusqu’en 1966. Après la démission de De Gaulle, le président Pompidou lui confie une deuxième fois, en 1969, le ministère des finances.

C’est en 1974, presque simultanément, que nous avons pris les rênes de nos pays

respectifs. Au cours des sept années où nous nous sommes trouvés ensemble à la tête de nos nations, nous avons pu donner l’impulsion ou apporter notre pierre à bon nombre de progrès importants aux niveaux international et européen.

De fréquentes divergences d’opinion

Nous avons ainsi utilisé en 1975 l’occasion offerte par la conférence d’Helsinki pour persuader les Etats-Unis et la Grande-Bretagne que la mondialisation technologique et économique nous forçait, nous, Etats industrialisés, à prendre conscience de notre responsabilité politique globale envers le monde, et à agir de concert. C’est ainsi que les sommets économiques mondiaux ont vu le jour. Une première réunion de ce qui portait à l’époque le nom de G6 eut lieu la même année, à l’invitation de Giscard d’Estaing, au château de Rambouillet. Outre la France, la Grande-Bretagne, le Japon, les Etats-Unis et l’Allemagne, Giscard d’Estaing avait invité son voisin, l’Italie. Une année plus tard, ce sont les Etats-Unis qui accueillirent le sommet. Enfin, le Canada s’y ajouta pour former le G7 actuel.

A l’époque, notre politique commune se concentrait toutefois sur le processus d’intégration européenne. Giscard d’Estaing est un Européen convaincu, il a compris ce qu’était l’idée européenne et lui accorde une grande importance. Nous étions tous les deux conscients qu’une coopération étroite entre la France et l’Allemagne était garante non seulement de la paix entre les deux peu-

ples, mais aussi de la totalité du processus d’intégration européenne. Cela n’empêcha pas, bien entendu, les fréquentes divergences d’opinion, mais parce que nous partagions les mêmes intérêts, nous avons toujours pu les surmonter. A la fin des années 1970, Giscard d’Estaing a milité pour que l’on admette aussi dans la Communauté européenne l’ancienne dictature militaire qu’était la Grèce. Son argument était qu’à l’instar du Portugal et de l’Espagne, la Grèce avait éliminé la dictature par ses propres moyens et qu’il fallait soutenir la construction de la démocratie dans ces pays. Bien que je n’aie pas été convaincu, j’ai cédé à cet argument de Giscard d’Estaing, et j’ai accepté.

Cette situation est un peu comparable à celle du début des années 1990. La conférence de Maastricht a été marquée par l’enthousiasme qu’inspirait l’effondrement du bloc de l’Est. Mais on y a commis une erreur fondamentale. On a

ouvert l’Union européenne à tous les pays européens, sans adapter sa structure comme il aurait fallu le faire. Aujourd’hui, l’Union européenne a atteint une dimension à laquelle les structures politiques actuelles ne peuvent plus faire face.

De tous nos projets communs, le plus ardu fut sans doute la création du Système monétaire européen (SME). Le SME fut le premier pas important sur le chemin d’une union économique et monétaire européenne, dont nous étions tous deux persuadés de la nécessité. Nous comprenions que les économies nationales européennes, si elles restaient isolées, ne seraient pas en mesure de faire face aux futurs défis économiques globaux. Nous avons élaboré au fil de longs entretiens, avec deux spécialistes que nous connaissions bien, les bases et les détails importants du projet. Le SME a ensuite fonctionné avec succès jusqu’aux turbulences de 1992-1993.

Vice de construction

L’unité de compte centrale du SME était l’ECU ; au contraire de l’euro, c’était une unité monétaire créée artificiellement qui n’existait que dans les livres de comptes. Parce que les monnaies nationales avaient été conservées et que les Etats pouvaient les réévaluer ou les dévaluer à leur gré, aucune politique économique et financière commune n’était nécessaire, contrairement à ce qui se passe pour l’actuelle union monétaire.

A Maastricht, lors de la création de l’union monétaire, les responsables ont

toutefois négligé la nécessité d’une politique économique et financière commune. On comptait corriger ce vice de construction par la suite, au moyen d’une Constitution commune de l’Union européenne. En 2003, la Convention sur l’avenir de l’Europe présenta un projet sous la direction de Giscard d’Estaing. La tentative de promulguer une Constitution commune échoua cependant, le président Chirac ayant imposé la tenue d’un référendum, contre l’avis de Giscard d’Estaing. Les Français, tout comme les Néerlandais, ayant voté contre la Constitution, le traité de Lisbonne s’y substitua. Qu’on lui ait confié la mission d’élaborer une Constitution européenne montre l’immense prestige dont jouissait Giscard d’Estaing, y compris après sa sortie de la vie politique active.

L’engagement passionné dont a fait preuve Giscard d’Estaing au profit de l’intégration européenne m’inspire la plus grande reconnaissance. Dès le début, pour lui comme pour moi, il était évident qu’un rapprochement constant et une étroite collaboration entre la France et l’Allemagne présentaient un intérêt vital pour les deux nations, tout comme l’intégration des deux Etats au sein de la Communauté européenne. A côté de Jean Monnet, il est pour moi l’un des Français à avoir joué un rôle majeur dans le processus d’intégration européen. ■

HELMUT SCHMIDT
(CHANCELIER ALLEMAND
DE 1974-1982)

Traduit de l’allemand par
Olivier Mannoni

« ON A OUVERT L’UNION EUROPÉENNE À TOUS LES PAYS EUROPÉENS, SANS ADAPTER SA STRUCTURE COMME IL AURAIT FALLU LE FAIRE »

Les diamants, cadeau empoisonné

Les frasques de Bokassa et les interventions au Zaïre ont perturbé le septennat



Jean-Bedel Bokassa accueille Valéry Giscard d'Estaing à l'aéroport de Bangui, en République centrafricaine, en mars 1975. WILLIAM KAREL/GAMMA

Valéry Giscard d'Estaing savait manier la litote avec talent. Il en fit la démonstration à propos de sa passion pour le continent africain, ses charmes et ses mystères, ses rites et ses intrigues : « *C'est vrai que j'aime l'Afrique. Cet amour a eu des conséquences sur le cours de ma présidence* », écrivait-il en 1991, dans *Le Pouvoir et la vie, L'Affrontement*, deuxième tome de ses Mémoires. De fait, l'Afrique provoquera, pour une bonne part, son échec de 1981.

Cette passion se noue en 1970, à l'occasion d'une première « *expédition de chasse* » en République centrafricaine, sur la trace des élans de Derby, ces grandes antilopes si habiles à échapper aux pisteurs. Alors ministre de l'économie et des finances, il y retournera en 1971 et en 1973, puis à deux reprises durant son septennat, en 1976 et 1978. Il y découvre « *cet immense continent, maternel et immuable, exactement semblable à ce qu'il était avant l'apparition de l'homme* ». « *J'étais à ce point séduit, ensorcelé peut-être, que parfois, le soir, avant de m'endormir dans ma chambre de l'Élysée, je m'imaginais y revenir pour un long séjour de plusieurs mois, lorsque j'aurais quitté ma fonction* », confesse-t-il dans ses Mémoires.

Il apprend aussi à y connaître l'extravagant et redoutable président centrafricain, le maréchal Jean-Bedel Bokassa, qu'il gratifiera d'un mémorable « *mon cher parent* », lors de son premier voyage de chef d'Etat en terre africaine, en mars 1975. Dès lors, les frasques et les ruses de

Bokassa ne cesseront d'empoisonner le septennat giscardien. En décembre 1977, quand bien même le président français n'y assiste pas, la France finance ainsi, sans compter, le sacre ridicule de l'empereur auto-proclamé Bokassa 1^{er}.

Pis, en janvier 1979, une manifestation de lycéens dans la capitale centrafricaine est réprimée violemment et fait des dizaines de morts. Paris élude pendant des mois avant de se rendre à l'évidence : Bokassa a participé lui-même à la mise à mort de plusieurs lycéens en détention. Traîtée de « *protectrice du bourreau de Bangui* » dans les colonnes du *Monde*, la France se doit de réagir. Quelques mois plus tard, en septembre, ce sont les militaires français de l'opération « *Barracuda* » qui détrônent l'empereur centrafricain et installent David Dacko à sa place.

Mais il ne se passe pas un mois avant que n'éclate l'« affaire des dia-

mants » que Giscard d'Estaing traînera comme un boulet jusqu'à la fin de son mandat. Le 9 octobre, *Le Canard enchaîné* révèle que, lors d'un de ses safaris, en 1973, Bokassa lui avait offert une plaquette de diamants. Le lendemain, sous la plume cinglante de son directeur Jacques Fauvet, *Le Monde* réclame toute la vérité. Tétanisé, le président de la République admet le cadeau, conteste sa valeur, s'indigne contre cette campagne « *indigne* », mais se défend mal, donnant le sentiment de biaiser. Il en paie le prix, cruel, en 1981, lorsque ses adversaires collent des petits diamants à la place de ses yeux sur ses affiches de campagne...

Humiliations

Le septennat de Giscard l'Africain avait pourtant bien commencé. Le renvoi, dès 1974, de Jacques Foccart, grand manitou des affaires africaines sous de Gaulle et Pompidou et soupçonné, à tort ou à raison, d'avoir fomenté maints complots et coups d'Etat, avait marqué une vraie rupture avec les habitudes passées. Tout comme le rétablissement d'un ministère de la coopération, l'instauration de sommets franco-africains annuels, la réconciliation avec la Guinée de Sékou Touré, ou encore les visites officielles, attendues depuis longtemps, en Algérie et au Maroc.

Mais les choses se gâtent peu à peu. Les deux interventions françaises au Zaïre – en 1977 et surtout en mai 1978 lorsque la Légion étrangère « saute sur Kolwezi » pour protéger plusieurs centaines d'Européens pris au

piège d'une sécession katangaise – font de Paris le « *gendarme de l'Occident* » en Afrique. Image peu flatteuse : au-delà de sa dimension humanitaire, l'opération Kolwezi a surtout pour effet de maintenir au pouvoir le régime du président Mobutu, notoirement corrompu et sinistrement répressif.

De même, il faut attendre 1977-1978 pour que la France commence à prendre ses distances avec l'Afrique du Sud et mette fin à une solide coopération militaire et, en particulier, nucléaire. Mais les fructueux échanges commerciaux avec le pays de l'apartheid sont loin d'être interrompus pour autant.

Outre ses mésaventures centrafricaines, c'est enfin au Tchad et dans les sables du Sahel que Valéry Giscard d'Estaing connaît son plus grave échec africain. L'enlèvement en avril 1974 d'une archéologue française, Françoise Claustre, dans le Nord tchadien par un commando rebelle dirigé par Hissène Habré, la captivité de la jeune femme pendant trois ans, les hésitations et maladroites de la diplomatie française pendant ces trois années, les provocations, déjà, du colonel libyen Khadafi apparaîtront, en 1981, comme autant d'humiliations pour la France et son président.

L'Afrique est terre de poisons, note VGE dans ses Mémoires. Avant d'admettre, lucidement, qu'il n'avait pas été initié aux indispensables « *contre-poisons* ». Il en fit l'expérience à ses dépens. ■

GÉRARD COURTOIS

SA PASSION
POUR L'AFRIQUE
NAÎT EN 1970,
À L'OCCASION
D'UNE PREMIÈRE
« EXPÉDITION
DE CHASSE »
EN RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE

L'homme qui voulait être écrivain

Essais, romans, « VGE » s'est aussi essayé à différents genres littéraires. Avec plus ou moins de succès

Cet homme de pouvoir s'est toujours rêvé écrivain. Le 5 mars 1974, à quelques semaines de son élection, Valéry Giscard d'Estaing déclare lors d'un déjeuner organisé par *La Revue des deux mondes* : « *Ma véritable ambition serait une ambition littéraire. Si j'avais la certitude de pouvoir écrire en quelques mois ou quelques années l'équivalent de l'œuvre de Guy de Maupassant ou de Gustave Flaubert, il est hors de doute que c'est vers cette sorte d'activité, avec joie, que je me tournerais.* »

Durant son septennat, il s'offre un succès de librairie avec l'essai *Démocratie française* (Fayard, 1976) et polit

son image de lettré en participant à l'émission « *Apostrophe* », en 1979, en tant que lecteur de Guy de Maupassant.

Railleries

C'est seulement en 1994 qu'il saute le pas de la fiction, en faisant dans *Le Passage* (Robert Laffont) le récit des amours d'un notaire de province et d'une jeune et jolie femme. Ce premier roman n'emporte pas l'enthousiasme de la critique, poussant « VGE » à s'interroger dans *Le Figaro* : « *Pourquoi refuser aux hommes politiques l'accès à la littérature ?* »

L'accueil mitigé de son roman n'empêche pas l'ancien président de

postuler à l'Académie française. Il y est élu, par 19 voix sur 34, le 11 décembre 2003, au fauteuil autrefois occupé par Léopold Sédar Senghor. S'il considère cette élection comme un adoubement littéraire, le discours délivré par Jean-Marie Rouart en réponse au sien se fait l'écho des polémiques antérieures à son entrée au Quai Conti, qui évoque les essais de l'ancien président et leur « *plume directe, élégante, acérée* », pour mieux les opposer à « *la nature plus déroulante* » et aux « *images (...) plus apprêtées* » du *Passage*.

La Princesse et le président (De Fallois/XO Editions, 2009) soulève une tempête médiatique à cause de la

liaison qu'il y prête à un président français qui lui ressemble et à une princesse « *du Pays de Galles* », nettement inspirée par Lady Diana. Spécialiste dans l'art de rêver sur ce qui aurait pu être, il livre en 2010, avec *La Victoire de la Grande Armée* (Plon), sa vision d'une campagne de Russie triomphale – et de ses conséquences pour Napoléon. Suit *Mathilda* (XO Editions, 2011), un roman dédié à « *l'Afrique, le continent maternel* », comme un écho au travail de son prédécesseur Senghor. Les railleries n'y ont rien fait : ses écrits ont offert à Valéry Giscard d'Estaing l'immortalité. ■

RAPHAËLLE LEYRIS

2 FÉVRIER 1926 Valéry Giscard d'Estaing naît à Coblenz, en Allemagne
1944-1945 A 18 ans, il s'engage dans la première armée française du général de Lattre de Tassigny et est décoré de la croix de guerre
1946-1948 Elève de l'Ecole polytechnique
1949-1951 Ecole nationale d'administration promotion « Europe »
1952 Il épouse Anne-Aymone Sauvage de Brantes
1^{ER} JANVIER 1954 Il devient inspecteur des finances
22 JUIN 1955 Le président du Conseil, Edgar Faure, le nomme directeur adjoint de son cabinet
2 JANVIER 1956 Succédant à son grand-père Jacques Bardoux, il est élu député du Puy-de-Dôme sous l'étiquette des indépendants et paysans d'action sociale
AVRIL 1958 Il est élu conseiller général du Puy-de-Dôme, canton de Rochefort-Montagne
8 JANVIER 1959 Secrétaire d'Etat aux finances à moins de 33 ans, il est le plus jeune ministre du gouvernement de Michel Debré
18 JANVIER 1962 Il est nommé ministre des finances et des affaires économiques dans le gouvernement de Georges Pompidou
JUIN 1966 Il prend la présidence de la Fédération nationale des républicains indépendants
16 SEPTEMBRE 1967 Il est élu maire de Chamalières (Puy-de-Dôme)
22 JUIN 1969 Nommé ministre de l'économie et des finances dans le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas
6 JUILLET 1972 Ministre de l'économie et des finances de Pierre Messmer, il est promu ministre d'Etat le 1^{er} mars 1974
19 MAI 1974 A 48 ans, Valéry Giscard d'Estaing devient le plus jeune président de la V^e République en remportant 50,8 % des suffrages face à François Mitterrand
27 MAI Il s'installe à l'Élysée et nomme Jacques Chirac à Matignon
5 JUILLET La majorité est abaissée de 21 ans à 18 ans
16 JUILLET Il crée le premier secrétariat d'Etat à la condition féminine, qu'il confie à la journaliste Françoise Giroud
17 JANVIER 1975 La loi Veil autorise l'interruption volontaire de grossesse
22 JANVIER Il inaugure une série de dîners chez les Français
11 JUILLET Instauration du divorce par consentement mutuel
15-17 NOVEMBRE Le sommet de Rambouillet réunit pour la première fois les dirigeants des six pays démocratiques les plus industrialisés (G6)
25 AOÛT 1976 Raymond Barre est nommé premier ministre après la démission retentissante de Jacques Chirac
OCTOBRE Pour la première fois de la V^e République, le président en exercice publie un manifeste politique, « *Démocratie française* » (Fayard)
27 JANVIER 1978 A Verdun-sur-le-Doubs (Saône-et-Loire), il exhorte les Français à « *faire le bon choix* » aux élections législatives de mars et envisage, pour la première fois, la cohabitation
1^{ER} FÉVRIER Création de l'Union pour la démocratie française (UDF)
10 JUIN 1979 Premières élections européennes au suffrage universel
10 OCTOBRE « *Le Canard enchaîné* » révèle l'affaire des diamants offerts par l'empereur Bokassa
10 MAI 1981 Avec 48,2 % des voix, il est battu au second tour de l'élection présidentielle par François Mitterrand
19 MAI Dans son discours d'adieu, Valéry Giscard d'Estaing dit « *au revoir* » aux Français et laisse une chaise vide en direct à la télévision
14 MARS 1982 Elu à nouveau conseiller général du Puy-de-Dôme, canton de Chamalières
24 SEPTEMBRE 1984 Il redevient député du Puy-de-Dôme
21 MARS 1986 Elu président du conseil régional d'Auvergne
30 JUIN 1988 Président de l'Union pour la démocratie française (UDF)
18 JUIN 1989 Tête de liste Union RPR-UDF aux élections européennes, il devient député au Parlement européen
2001-2003 Il préside la Convention sur l'avenir de l'Europe dont l'objectif est la rédaction de la Constitution européenne
11 DÉCEMBRE 2003 Elu à l'Académie française au fauteuil de Léopold Sédar Senghor
2 DÉCEMBRE 2020 Mort dans sa maison familiale, à Authon, dans le Loir-et-Cher